



**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en place  
d'une surveillance de l'impact des rejets aqueux  
de la manufacture d'articles en pâte de verre exploitée par la société DAUM  
à ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL  
sur la rivière « l'Aroffe »**

N° 20210998

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°15289 du 7 décembre 1992 modifié autorisant la société DAUM à exploiter des installations de fabrication d'articles en pâte de verre sur les territoires des communes d'ALLAMPS et de VANNES-LE-CHÂTEL ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°20180482 du 21 septembre 2018 relatif à la restructuration de la manufacture d'articles en pâte de verre exploitée par la société DAUM à ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL ;
- Vu** la proposition de programme de surveillance des eaux superficielles en date du 9 décembre 2020, transmise par la société DAUM au préfet de Meurthe-et-Moselle, après avoir sollicité et intégré les avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et de la direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle chargée de la police de l'eau ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) de la DREAL Grand Est référencé PP/SC/CR/537-2021 du 30 août 2021 ;
- Vu** la transmission du projet du présent arrêté à l'exploitant le 20 septembre 2021 pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant le 1<sup>er</sup> octobre 2021 sur le projet du présent arrêté ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) de la DREAL Grand Est référencé SC/IP/1626\_2021 du 11 mars 2022 ;
- Considérant** que les avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et du service chargé de la police de l'eau ont été recueillis par la société DAUM sur sa proposition susvisée avant la mise en œuvre du programme de surveillance de l'impact des installations industrielles qu'elle exploite à ALLAMPS et VANNES-LE-CHÂTEL sur les eaux et sédiments de la rivière « l'Aroffe », et ce conformément aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°20180482 du 21 septembre 2018 susvisé ;
- Considérant** qu'il y a nécessité d'encadrer par des prescriptions spécifiques la mise en œuvre du programme de surveillance de la qualité des eaux et sédiments de la rivière « l'Aroffe » incombant à la société DAUM ;

**Considérant** qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis dans la mesure où les conditions d'exploitation de la manufacture d'articles en pâte de verre ne sont pas modifiées, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société DAUM, dont le siège social est situé 22 rue de la Trémoille – 75008 PARIS, est tenue, pour la manufacture d'articles en pâte de verre qu'elle exploite sur les territoires des communes d'ALLAMPS et de VANNES-LE-CHÂTEL, de réaliser la surveillance de l'impact des rejets de ses installations industrielles sur les eaux et sédiments de la rivière « l'Aroffe » dans le respect des prescriptions du présent arrêté, **dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification.**

### **Article 2 : Modalités et fréquence de la surveillance du milieu aquatique naturel**

La surveillance de l'impact des rejets des installations industrielles, visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15289 du 7 décembre 1992 modifié, sur les eaux et sédiments de la rivière « l'Aroffe », porte a minima sur :

- la recherche et le dosage par un organisme extérieur agréé dans les sédiments de la rivière avec un prélèvement annuel en amont et en aval des rejets aqueux de la manufacture, en période de basses eaux, des substances et composés suivants :
  - Hg, Cd, Ca, Pb, Zn, Sb, As, Cr, CrVI, Cu, Sn, Fe, Al, Ni, B, Ba,
  - Monobutylétain cation ;
- l'analyse des eaux superficielles par un organisme extérieur agréé avec des prélèvements ponctuels mensuels en amont et en aval des rejets aqueux de la manufacture, les paramètres à contrôler étant les suivants :
  - pH, COD, Ca, Hg, Cd, Pb, Zn, Sb, As, Cr, CrVI, Cu, Sn, Fe, Al, Ni, B, Ba et Fluorures,
  - Isoproturon, Fluoranthène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène et Monobutylétain cation.

Pour les métaux, les recherches et dosages sont pratiqués sur les fractions solubles et solides. Une mesure du débit d'eau de la rivière est réalisée mensuellement sur la station de mesure amont. Les relevés SIERM peuvent être utilisés comme les données d'une station de mesure aval et une mesure du débit de la rivière en aval des rejets aqueux de la manufacture est effectuée annuellement par l'exploitant. Les mesures du débit de la rivière et les prélèvements pour analyses y sont faits le même jour.

Tout allègement de la surveillance prescrite ci-dessus ne peut se faire à la seule initiative de l'exploitant de la manufacture et qu'après accord de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, du service chargé de la police de l'eau et de l'inspection des installations classées.

### **Article 3 : Analyse et transmission des résultats de la surveillance du milieu aquatique naturel**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise dans le cadre de la surveillance du milieu aquatique naturel, les analyse et les interprète.

Il établit un rapport rassemblant les résultats de ces mesures et leur interprétation et le transmet à l'inspection des installations classées, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de réalisation des prélèvements d'eaux superficielles et/ou de sédiments.**

Dans chaque rapport sont à faire figurer la localisation et la description des stations de prélèvement des sédiments et des points de prélèvement des eaux superficielles, les protocoles de prélèvements et d'analyses utilisés, les commentaires de l'exploitant sur les résultats des mesures et analyses ainsi que tout élément d'information pertinent sur les conditions de fonctionnement des installations de la manufacture dans l'année écoulée ou événement pouvant influencer sur l'état des milieux surveillés.

Un plan localisant les points de prélèvement des eaux superficielles et sédiments et indiquant le sens d'écoulement de la rivière est annexé au rapport.

Un bilan de la surveillance du milieu aquatique naturel exercée au cours d'une année calendaire est adressé au préfet, à l'inspection des installations classées, à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et au service chargé de la police de l'eau, avant le 1er mars de l'année suivante.

#### **Article 4 : Infractions aux dispositions du présent arrêté – Autres réglementations applicables**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses dispositions, le préfet pourra mettre en œuvre les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

#### **Article 5 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) – Rubrique *Politiques publiques > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Publications réglementaires*).

#### **Article 6 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société DAUM et dont copie sera adressée :

- au maire d'ALLAMPS,
- au maire de VANNES-LE-CHÂTEL,
- au directeur général de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le 08 AVR. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a vertical line.

Julien LE GOFF